

La collusion, cette conspiration du silence

Mariette Auger | ATER en sociologie au département Carrières Sociales
de l'Université du Havre-Normandie | mariette.auger@univ-lehavre.fr



« Vous dites quoi sur moi ? » Voilà une question très simple – à l'origine de ma thèse – que m'ont posée à maintes reprises des adolescent·e·s lorsque je travaillais en tant qu'éducatrice au sein de foyers de la protection de l'enfance. Il arrive ainsi que des questions d'apparence simple appellent à des réponses de plusieurs centaines de pages !

La communication professionnelle des éducateur-rice-s en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS), questionnée ici par des adolescent-e-s, est confidentielle. Seuls les psychologues, les juges, les cadres des établissements et de l'Aide Sociale à l'Enfance peuvent accéder à ces éléments de communication, en partie du moins. Les mineur-e-s, sur lequel-le-s elle porte, ont un accès très restreint à cette communication. Dans l'établissement étudié dans le cadre de ma recherche doctorale, une MECS de la région parisienne, il-elle-s peuvent lire incidemment l'agenda collectif des éducateur-rice-s, car il est toujours ouvert sur le bureau. Mais il-elle-s n'ont pas accès aux quatre autres sup-

1 — L'accès des mineurs aux rapports les concernant est pourtant prévu par la loi. Les mineurs peuvent demander, par l'entremise d'un avocat, à accéder à leur dossier, néanmoins, cette possibilité est généralement ignorée des principaux concernés. Elle ne fait l'objet d'aucune information dans l'établissement étudié.

ports de communication des éducateur-rice-s: le cahier de transmissions, les réunions d'équipe hebdomadaires, les réunions de synthèse annuelles, les rapports adressés aux cadres de l'Aide Sociale à l'Enfance et aux juges des enfants¹.

Cette situation est loin de satisfaire les adolescent-e-s qui interrogent les éducateur-rice-s, tant sur le contenu de cette communication à leur sujet que sur l'impossibilité qui leur est faite d'exprimer leur propre point de vue au cours de ces échanges.

Mon enquête doctorale, réalisée de septembre 2014 à août 2018, s'appuie sur la conjugaison de trois méthodes d'enquête qualitative: l'observation, l'analyse d'écrits et l'analyse conversationnelle.

J'ai mené mes observations sur une période de dix-huit mois, de septembre 2014 à février 2016, au sein d'une MECS de la région parisienne. J'ai occupé durant cette période un poste d'éducatrice spécialisée, ce qui m'a permis de participer de façon pleine et entière aux activités de communication étudiées.

À l'issue de cette enquête de terrain et à l'appui des matériaux recueillis à son occasion, j'ai réalisé, entre février 2016 et août 2018, une analyse des écrits professionnels et des enregistrements sonores des réunions d'équipe et de synthèse.

La folie dans la place



Mon projet de recherche a été alimenté tant par les interpellations d'adolescent·e·s placé·e·s que par ma rencontre avec un texte d'Erving Goffman : *La folie dans la place*, son unique texte autobiographique², dans lequel il décrit les alliances collusoires – les alliances secrètes – qui se nouent entre les membres des familles des personnes dites « malades mentales ».

2 — Rédigé suite au suicide d'Angelica Schuyler Choate, sa première épouse, ce texte s'inspire de l'expérience de Goffman à ses côtés. Winkin Y. (2022). *D'Erving à Goffman. Une œuvre performée ?*, coll. « Les essais médiatiques ». Paris : MkF, p. 43.

Confrontés à l'impossibilité de s'entendre avec le « malade » sur son état mental, les membres de la famille qui s'inquiètent des dégâts qu'il pourrait causer (pour lui-même et pour les autres) s'organisent, à l'insu de ce dernier, pour le surveiller.

Face à lui, ils cachent généralement les considérations qu'ils portent sur son état (sur ses idées, sur ses projets...) et font semblant de le traiter avec les mêmes égards – et la même spontanéité – que tout un chacun. Mais en l'absence de ce dernier, les membres du réseau collusoire se confient les uns aux autres sur leur peine, leur fatigue, leur inquiétude, leur agacement, et élaborent ensemble des plans pour affronter la situation.



La collusion institution- nalisée

Dans tous les secteurs d'activité confrontés à un public considéré comme fragile – dans le secteur social, médico-social et médical – on peut observer des activités collusoires en tous points comparables à celles décrites par Goffman, à la différence du fait qu'elles ne sont pas mises en œuvre spontanément mais relèvent de l'organisation même de l'activité. Les professionnels bénéficient d'outils et de temps de travail programmés pour échanger sur « leur » public, élaborer des stratégies de soin ou d'accompagnement. Face à leur public, il est attendu de ces professionnels qu'ils soient en mesure de distinguer ce qu'ils peuvent ou non lui révéler.

Les professionnels trop bavards peuvent d'ailleurs être sanctionnés. De leur côté, à la différence des « malades » des familles étudiées par Goffman, les personnes accompagnées par des institutions sociales, médico-sociales et médicales savent pertinemment que les professionnels échantent à leur sujet quand bien même elles n'ont pas accès, ou que très partiellement, au contenu de ces échanges. Elles peuvent, au regard de leur situation, s'accommoder de ces silences, d'autant lorsqu'elles ont le sentiment de faire l'objet de traitements ou d'accompagnements adaptés.

Par contre, dès lors qu'elles sont amenées à douter de la franchise, de la bienveillance, de la probité ou encore de la compétence des professionnels qui les entourent, les personnes accompagnées peuvent vivement s'inquiéter du contenu des échanges de communication professionnelle à leur sujet.

Les écarts de discours

En comparant les propos tenus par les éducateur·rice·s dans les supports de communication professionnelle et dans leurs conversations quotidiennes avec les adolescent·e·s, l'enquête a permis d'identifier leurs écarts de discours. Les éducateur·rice·s échangent préférentiellement avec les adolescent·e·s sur des éléments factuels de leur vie quotidienne : leur absentéisme scolaire, leurs devoirs, leurs problèmes de santé, leurs conflits avec les autres adolescents, l'organisation de leurs séjours chez leurs parents, les petits achats dont ils ont besoin, leurs hobbies...

Si parfois les adolescent·e·s se confient à des éducateur·rice·s (selon leur entente particulière avec ces dernier·ère·s) sur certaines de leurs peines, de leurs craintes ou de leurs colères, il·elle·s abordent très peu avec eux les raisons de leur placement, les maltraitances, les violences dont il·elle·s ont fait l'objet. Ainsi, force est de constater que les conversations entre les adolescent·e·s et les éducateur·rice·s de l'établissement étudié sont banales et non spécifiques au secteur de la protection de l'enfance. À contrario, le vécu particulier des adolescent·e·s, leur histoire, leur statut de mineur·e·s placé·e·s et protégé·e·s est au cœur des échanges de communication professionnelle des éducateur·rice·s.

L'étude de la communication professionnelle permet d'entrevoir le travail clinique mené par ces dernier·ère·s au fil des activités quotidiennes et banales qu'il·elle·s partagent avec les adolescent·e·s. Dans leur cahier de transmissions et au cours des réunions, les éducateur·rice·s se transmettent, ainsi qu'à leurs cadres et aux psychologues, une foule de micro-observations : les moments de joies, les instants de susceptibilité, les douleurs de ventre, les maux de tête, les propos tenus parfois incidemment durant le repas, les bribes de conversations téléphoniques, les nouvelles chaussures achetées par les parents, les mines défaites, les envies de se coucher plus tôt que d'habitude... Tous ces éléments d'apparence ordinaire alimentent la réflexion des éducateur·rice·s et – une fois saisis comme des faisceaux d'indices mis en lien avec l'histoire traumatique de chaque adolescent·e, les analyses des psychologues et les observations consignées depuis leur arrivée au foyer – ils prennent une épaisseur particulière. Ce sont donc ces élaborations – ces observations quotidiennes au sujet des adolescent·e·s et cette manière récurrente de brancher leurs faits et gestes sur ce qu'il·elle·s ont subi par le passé – que les éducateur·rice·s dissimulent à ces dernier·ère·s.

La transmission du doute

On retrouve dans l'attitude des éducateur-rices face aux adolescent-e-s, la tendance mise en lumière par Goffman à propos des familles qu'il étudie : à dissimuler leur vigilance, à amortir « l'interaction autant que possible », à faire comme si de rien n'était. Cette attitude, selon Goffman, est le moyen employé par les familles pour tenter de dissimuler à leur proche qu'il n'est pas en mesure de faire l'objet des considérations qu'il pense pourtant mériter.

Qu'en est-il du côté des adolescent-e-s qui nous intéressent ? La collusion de leurs éducateur-rice-s n'est pas une réaction spontanée à leur comportement singulier (comme dans le cas des familles étudiées par Goffman). Elle se pratiquait au sein de l'établissement avant leur arrivée, et elle perdurera après leur départ. Ainsi, on peut s'interroger sur ce que ces pratiques collusoires révèlent ?

Le fait que les adolescent-e-s placé-e-s dans le cadre de la protection de l'enfance présentent globalement des « séquelles » liées à leur histoire et à leur situation qui fondent l'impossibilité de les aborder avec la même spontanéité que tout un chacun ? Ou le fait, bien au contraire, qu'il soit si simple de les considérer comme tel (comme n'importe quel adolescent) que les éducateur-rices (appelé-e-s à transcender l'ordre des interactions ordinaires) se voient prescrire un travail clinique et d'analyse pour apprendre à les envisager autrement ?